

Manifestation nationale interprofessionnelle pour l'emploi et contre la précarité le samedi 24 mars 2012 à Paris

**Avec l'Union syndicale Solidaires,
réaffirmons le droit à l'emploi
pour tous et toutes !**

5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, « plans sociaux », suppressions d'emplois publics ... chômage et temps partiels, emplois précaires présentés comme seules solutions ... et les discours politiques se succèdent, laissant patrons et banquiers poursuivre la destruction des emplois et de nos vies.

Ça suffit ! Élections ou pas, pour l'emploi, contre les licenciements et les suppressions de postes, il y a urgence et c'est par les luttes sociales que nous gagnerons !

Nous avons toute légitimité à défendre nos revendications. Nous ne sommes responsables ni de la crise qu'ils ont provoquée, ni de la dette qu'ils ont créée !

Les emplois publics sont utiles, des dizaines de milliers ont été supprimés, (re)créons-les ! C'est le droit de tous et toutes à la santé, à l'éducation, au transport, etc., qui sont ainsi attaqués.

Imposons des droits nouveaux, un statut du salarié - applicable à tou-te-s, financé par un fonds patronal mutualisé - pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et les formations de reconversion.

Il faut une autre répartition des richesses, assez de la confiscation par une minorité de ce que produit l'immense majorité qui est rejetée vers la précarité, le chômage, l'exclusion, au gré des besoins patronaux !

Ensemble, réaffirmons le droit à l'emploi pour tous et toutes. Réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires, sans perte de salaire. Travaillons moins pour travailler tou-te-s !

**Dans l'Éducation Nationale,
construisons une mobilisation
d'ensemble nationale**

- ➔ **annulation des suppressions de postes !**
- ➔ **titularisation de tou-te-s les précaires !**
- ➔ **réduction du temps de travail !**

La saignée des postes se poursuit dans l'Éducation Nationale, aggravant les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves. Encore plus de 10000 postes en moins cette année, plus de 80000 depuis 2007 ! En première ligne, les RASED dans le 1^{er} degré et les lycées professionnels dans le 2nd. Dans tous les cas, ce sont les élèves des classes populaires et les plus en difficulté qui trinquent en premier.

Continuons à nous battre ! Partout en France, il y a des mobilisations locales contre les conséquences de cette politique. Elles doivent converger en une lutte nationale pour l'annulation des suppressions de postes, faute de quoi elles s'enferment dans le partage des miettes et la gestion de la pénurie organisée.

La manifestation interprofessionnelle pour l'emploi du 24 mars doit être une étape de convergence nationale de ces luttes. Un cortège massif de l'éducation sera un point d'appui pour construire une lutte d'ensemble, lancer des grèves reconductibles.

Lutter pour le droit à l'emploi dans l'Éducation Nationale, c'est aussi exiger la titularisation de tou-te-s les précaires, sans condition de concours ni de nationalité.

C'est également lutter pour la baisse du temps de travail. Les 35 heures n'ont jamais été appliquées aux enseignant-e-s, et il est urgent de diminuer le temps de travail des personnels IATOSS sans baisse de salaire ni flexibilisation.

Rien ne remplacera nos luttes ■ Tou-te-s à Paris le 24 mars !